

Samia Suluhu Hassan explique sa politique à la tête de la Tanzanie

BBC News, 10 août 2021 La présidente de la Tanzanie, Samia : nous sommes ici pour montrer que les femmes peuvent diriger La présidente de la Tanzanie raconte que, lorsqu'elle est devenue chef d'État, certaines personnes doutaient de ses compétences parce qu'elle était une femme. Certains "ne croient pas que les femmes peuvent être de meilleures présidentes et nous sommes là pour leur montrer", confie Mme Samia Suluhu Hassan à la BBC.

En mars, la femme de 61 ans a prêté serment après le décès de son prédécesseur. Elle est actuellement la seule femme chef d'État en Afrique. La présidence éthiopienne est un rôle constitutionnel. "Même certains de mes collaborateurs au sein du gouvernement m'ont d'abord considéré comme une femme comme les autres, mais ils ont rapidement accepté mon leadership", explique Mme Samia. "Mais ce n'est pas seulement en Afrique, même en Amérique, [Hillary] Clinton est parvenue à un point où nous pensions qu'elle allait devenir présidente, mais elle n'a pas pu", ajoute-t-elle. Mme Samia, qui a été promue de la vice-présidence, conseille de se concentrer sur la mise en œuvre des plans de développement et de donner la priorité aux besoins de la population, ce qui est la meilleure façon de faire face aux critiques. Elle ajoute que, malgré les difficultés, d'autres pays pourraient s'inspirer du Liberia et de la République centrafricaine, qui ont eu des femmes à leur tête. La présidente Samia remplace John Magufuli, décédé à la suite de complications cardiaques, avait-elle annoncé à l'époque. M. Magufuli était accusé de réprimer la dissidence et de restreindre certaines libertés. Son remplaçant était considéré comme quelqu'un qui apporterait un ton différent au leadership. Mais l'arrestation récente du principal leader de l'opposition, Freeman Mbowe, accusé de terrorisme, a amené certains à se demander si la présidente Samia ne perpétue pas les politiques de son prédécesseur. Cependant, le dirigeant tanzanien se défend de cette décision en affirmant que les accusations portées contre M. Mbowe ne sont "pas politiques" car il faisait l'objet d'une enquête depuis septembre de l'année dernière. "Il a quitté le pays pendant longtemps. Je ne sais pas pourquoi il a fui, mais à son retour, il a commencé à créer des problèmes en réclamant une nouvelle constitution. "Je soupçonne que, connaissant les charges qui pèsent sur lui, il a calculé que s'il était arrêté, il pourrait prétendre que c'était parce qu'il réclamait une nouvelle constitution", déclare la présidente. M. Mbowe a été placé en détention après avoir déclaré que les dernières élections étaient frauduleuses. La présidente Samia indique qu'elle "laissera aux tribunaux le soin de décider s'il est coupable ou non coupable. La dirigeante tanzanienne soutient également qu'elle est prête à rencontrer les membres de l'opposition et d'autres parties prenantes pour discuter des changements à apporter à la constitution "lorsque le moment sera venu", mais elle ne s'est pas engagée sur le moment où cela se produira. Les critiques affirment que le Chama Cha Mapinduzi, le parti au pouvoir, est favorisé par la Constitution de l'indépendance du pays La présidente a adopté une approche de la pandémie différente de celle de Magufuli, qui était un sceptique bien connu du Covid. Mme Samia rappelle qu'une campagne publique est en cours pour augmenter le taux de vaccination. La présidente explique qu'elle a décidé de se faire vacciner publiquement pour rassurer ceux qui doutent de l'innocuité du vaccin. "Nous avons reçu des dons des États-Unis et en avons acquis certains auprès des installations de Covax, mais ils seront bientôt épuisés", fait remarquer Mme Samia à la BBC. Ce changement de politique a été largement salué, car son prédécesseur avait semé le doute sur l'existence de la pandémie et rejeté des mesures telles que la distanciation sociale et le port de masques. Au lieu de cela, il a demandé aux gens de prier et d'utiliser l'inhalation de vapeur. La présidente Samia a par ailleurs défendu son gouvernement contre les allégations selon lesquelles il aurait continué à appliquer des lois qui limitent la liberté des médias. Elle assure que les journalistes "sont libres de travailler tant qu'ils respectent les lois du pays". Elle dit aussi être attentive aux critiques formulées sur les réseaux sociaux par les membres de l'opposition et les activistes, ajoutant qu'elle s'y est habituée, mais "cela nous aide à savoir ce que pensent les gens, si nous les interdisons, nous n'aurons plus cette plateforme". Par Salim Kikeke à BBC Africa, Dar es Salaam

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});